



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-57118>

Département(s) de publication : **76, 59, 62, 80, 02, 60**

Annonce n° **24-57118**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Chambre de Commerce et D'industrie Hauts-de-france

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 13002271800014

Ville : Lille cedex

Code postal : 59031

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 76, 59, 62, 80, 02, 60

Section 2 - Communication

Lien direct aux documents de la consultation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2544381&orgAcronyme=l2m>

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Mme VANDROMME

Adresse mail du contact : Achats@hautsdefrance.cci.fr

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve** : Voir RC
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Voir RC
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Voir RC

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 11/06/2024 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : MAITRISE D'OEUVRE POUR LA RECONSTRUCTION DU PERTUIS DE NAVIGATION ET DU QUAI ALBERT CAUET DU PORT DE COMMERCE DU TREPORT

Code CPV principal - Descripteur principal : 71000000

Type de marché : Services

Description succincte du marché : MAITRISE D'OEUVRE POUR LA RECONSTRUCTION DU PERTUIS DE NAVIGATION ET DU QUAI ALBERT CAUET DU PORT DE COMMERCE DU TREPORT

Lieu principal d'exécution du marché : Port du Tréport

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : La CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, en tant que concessionnaire du Port du Tréport, agit en entité adjudicatrice dans le cadre du présent marché. Le présent marché a pour objet une mission de maîtrise d'oeuvre pour la reconstruction du pertuis de navigation et du quai Albert Cauet du port de Commerce du Tréport. L'enveloppe financière des travaux est estimée à 750 000euro(s) HT. Le marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du code de la commande publique. Il s'agit d'un marché public de maîtrise d'oeuvre conformément à l'article R 2172-1 dudit code. Le présent marché est un marché ordinaire conclu à prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement. La durée du marché de maîtrise d'oeuvre est de 36 mois à compter de sa notification. La durée d'exécution des prestations est de 16 mois. Le marché est subventionné à 100% par le Conseil Départemental de la Seine Maritime. Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres. Le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement (conjoint ou solidaire) conformément aux dispositions de l'article R2142-20 du code de la commande publique. En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement et ce conformément aux dispositions de l'article R2142-22 du code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements conformément à l'article R2142-21 du code de la commande publique. Pour réaliser la mission, la Maîtrise d'OEuvre sera constituée à minima: - d'un bureau d'études génie civil spécialisé en ouvrage maritime et portuaire ; - d'un bureau d'études environnement spécialisé dans l'élaboration de dossier au titre de la loi sur l'eau. Une visite des lieux est fortement recommandée préalablement à la date limite de remise des offres. Inscription auprès du contact indiqué dans le règlement de la consultation/ Visite fortement conseillée mais non obligatoire. Les propositions des candidats seront entièrement rédigées en langue française ou traduit en français conformément aux dispositions de l'article R2143-6 du code de la commande publique. De même, tous les certificats, attestations ou déclarations doivent être rédigées en langue française. Les certificats ou attestations rédigées en langue étrangère ne seront recevables que s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (soit auprès des tribunaux français, soit auprès des tribunaux du pays candidat), et dont le nom et l'adresse seront indiqués. Le candidat aura soin de présenter son offre dans l'unité monétaire EURO (euro(s)). Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, de passer sous forme de marchés négociés sans publicité préalable et sans mise en concurrence des marchés de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du marché. Un exemplaire du dossier de consultation est téléchargeable sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur : www.marches-publics.gouv.fr sous la référence CCIR-LHDF-2024-32. il convient de bien renseigner sur la plateforme www.marches-publics.gouv.fr, l'adresse mail de la personne référente au sein de l'entreprise qui peut être contactée par la CCI de région Hauts-de

France. Les critères de jugement sont décrit à l'article 7.2.1 du règlement de la consultation (40% prix et valeur technique à 60%). Des négociations sont possibles dans les conditions du RC. Les offres devront être entièrement dématérialisées, toutefois, la remise d'une copie de sauvegarde est possible dans les conditions du RC. Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront adresser leur demande via la plateforme de dématérialisation (www.marches-publics.gouv.fr), au plus tard le lundi 3 juin 2024. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint Hilaire, CS 62039, F-59014 Lille Cedex. E-mail : greffe.ta-lille@juradm.fr Tél. 03 20 63 13 00. Fax 03 20 30 68 40 ?Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr ».

Date d'envoi du présent avis à la publication : 16/05/2024